

midi, relativement aux chiffres des importations, le ministre a indiqué le nombre de livres de porc importées au Canada, entre le 1<sup>er</sup> et le 8 mars.

• (10.10 p.m.)

En outre, monsieur l'Orateur, il s'est bien assuré que ses chiffres et ses remarques visaient le marché nord américain. Autrement dit, l'importation qu'il mentionnait provenait des États-Unis. L'intérêt fondamental, en ce qui concerne cette industrie, c'est que pour la cinquième ou la sixième semaine consécutive, les cultivateurs avaient touché des prix exceptionnellement élevés pour les carcasses de porcs qu'ils portaient au marché et le ministre a été parfaitement juste de donner ces prix au sommet de février et puis de signaler la baisse qui s'est produite la semaine dernière. Ce qui importe, c'est qu'il n'a rien dit des importations la semaine dernière. J'apprends qu'il y a eu des importations par un conditionneur d'un pays européen qui atteignaient presque ou dépassaient deux millions de livres du produit et que c'était précisément la raison de la baisse du marché.

Il est facile de comprendre comment les fabricants ont pu être amenés à se liguer pour importer un produit de ce genre pendant un nombre déterminé de jours, car ce genre de marché est stable et les prix pourraient fléchir du fait que les producteurs canadiens se ressentiraient de la quantité de produits importés qui seraient utilisés dans les abattoirs, alors que leurs propres produits ne se vendraient pas.

Pour étayer ma question concernant l'importation, je dois dire qu'en effet, le prix des carcasses a fléchi, tant sur le marché américain que sur le marché canadien, mais il y a un écart de près de 100 p. 100. Par conséquent, ce fonctionnaire a peut-être dit vrai. Dans ma question au ministre, j'ai bien précisé que je ne m'opposais nullement à ce que le secrétaire parlementaire me fournisse la réponse.

Pour être juste envers la Chambre et envers le secrétaire parlementaire, je devrais faire inscrire au compte rendu la note que j'ai envoyée au bureau du ministre après la période des questions de cet après-midi. Elle est adressée au ministre du Commerce (M. Winters). Je lui ai fait savoir cet après-midi que j'avais une question à son intention au cours du débat sur la motion d'ajournement. Elle portait sur les importations de porc et de produits du porc en provenance d'Europe au cours de la période du 7 au 18 mars; s'il y a eu de telles importations, à quelles entreprises les expéditions ont-elles été faites et détenaient-elles une licence d'importation à cet effet?

[M. Winkler.]

Quand j'ai interrogé le ministre de l'Agriculture aujourd'hui, sa réponse concernait seulement le marché nord-américain. A cet égard, ma question a trait aux griefs de la Fédération de l'Agriculture selon lesquels cette importation durant la période en question a été la cause essentielle de la baisse considérable enregistrée la semaine dernière dans les revenus des cultivateurs dans ce secteur. La baisse a été très accusée. Si les marchés de tels produits peuvent être influencés à ce point, le gouvernement devrait intervenir. J'apprécierais une réponse à ma question.

[Français]

**M. Jean-Charles Cantin (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce):** Monsieur l'Orateur, le porc et ses produits ne sont pas compris dans la liste de «contrôle» des importations. En conséquence, aucun permis n'est requis pour importer ces produits d'Europe.

Enfin, pour la période en question, le ministère n'a pas encore les renseignements couvrant l'importation de ces produits.

[Traduction]

L'ÉCONOMIE CANADIENNE—TERRE-NEUVE—  
ENQUÊTE SUR LES PRIX DES ALIMENTS ET DROGUES

**M. Max Saltsman (Waterloo-Sud):** Monsieur l'Orateur, cet après-midi j'ai adressé au premier ministre une question au sujet d'une nouvelle qui a paru dans le *Financial Post* du 19 mars. Cette nouvelle provient de St-Jean (Terre-Neuve), et nous apprend qu'une commission royale a été nommée par le gouvernement provincial pour faire enquête sur les prix des aliments et des drogues à Terre-Neuve.

A mon avis, l'initiative prise par le gouvernement provincial de Terre-Neuve en créant cette commission royale dont la mission est de mener une enquête sur les prix des aliments et drogues, revêt une importance capitale, en particulier si on l'envisage à la lumière des débats qui se déroulent actuellement sur le coût élevé de la vie au Canada. Il s'agit là d'un pas énorme et audacieux, dont le besoin se fait vivement sentir.

Lorsque j'ai posé ma question au premier ministre, je lui ai demandé si lui-même et son gouvernement avaient l'intention d'appuyer la Commission royale d'enquête établie à Terre-Neuve, et quelle aide il pourrait lui accorder. Malheureusement, le premier ministre n'a pas jugé à propos de répondre à ma question, et m'a conseillé de l'inscrire au *Feuilleton*.